

Juillet 2015, volume 2, numéro 7

[Voir ce courriel sur le web](#)

Bonjour à tous,

L'été est arrivé, mais nous sommes encore habités par la vitalité et l'esprit de renouveau en évaluation de programme suscités à la suite des différents événements du printemps dernier. En effet, les nombreux congrès, colloques et ateliers ont permis aux évaluateurs d'échanger sur les méthodologies et les approches en évaluation, d'entrevoir de nouvelles possibilités et applications. Les vacances apparaissent donc comme une période privilégiée pour lire tous ces articles et ces chapitres repérés au courant de l'année et mis de côté dans l'attente d'un meilleur moment ou d'une plus grande disponibilité.

Toute l'équipe du CREXE vous souhaite beaucoup de plaisir dans vos lectures évaluatives!

Annie d'Amours, M.A., MAP, et Moktar Lamari, Ph. D., Centre de recherche et d'expertise en évaluation

Événements

EUR - Conférence conjointe: Pour une meilleure utilisation des évaluations dans un monde de plus en plus complexe **30 septembre 2015, Paris, France**

Si l'évaluation est devenue une pratique universellement reconnue de gestion et de gouvernance publique, on peut raisonnablement affirmer que son institutionnalisation et la croissance des activités et résultats qui en ont découlé n'ont pas été suivis au même rythme d'une utilisation ni donc d'un impact à la hauteur des enjeux. En réunissant des utilisateurs et producteurs d'évaluation au

niveau international, régional et national, cette conférence est organisée dans le but d'approfondir la compréhension de cette situation et d'identifier des solutions permettant de réduire l'écart entre l'offre et la demande d'évaluation, qui risque autrement de s'accroître au vu des défis affrontés par les décideurs publics dans un monde de plus en plus complexe.

Publications en français

INT - Revue des mutations en Afrique

Cette revue publiée par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique a pour objectif de rapprocher la recherche de la pratique en fournissant une base scientifique solide à la pratique socioéconomique dans le continent. À travers les contributions de chercheurs aussi bien que de praticiens, les articles mettront constamment en exergue les implications pratiques des politiques et fourniront des recommandations dans leur formulation et leur mise en œuvre. Cette première édition propose des articles sur la transformation structurelle de l'économie, l'agriculture, l'économie verte, la prise en charge dans un contexte de transformation sociale, le capital humain, l'entrepreneuriat, la planification du développement et l'accès durable des paysans à la terre.

INT - Associer le financement et les politiques pour mettre en œuvre un programme de développement post-2015 porteur de changement

Ce rapport présenté par quatre États membres de l'Union européenne (Finlande, France, Allemagne et Luxembourg) analyse les changements considérables survenus dans le paysage du financement du développement (FdD) depuis le Consensus de Monterey en 2002. Il relève que la mise en œuvre du Consensus s'est essentiellement concentrée sur le rôle de l'aide publique au développement (APD) et n'a pas accordé une attention suffisante à l'importance d'augmenter les recettes fiscales nationales et à l'importance d'encourager le financement privé. Cependant, dans certains des pays qui ont réalisé les plus grands progrès en matière de réduction de la pauvreté, ce sont les recettes fiscales nationales qui ont assumé le plus gros du fardeau. Ce constat invite à adopter une vision plus globale du FdD qui tienne pleinement compte du rôle crucial joué par le financement public et le financement privé, tant au niveau national qu'international.

INT - Progrès pour les enfants

Le rapport final de l'UNICEF sur les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) qui concernent les enfants indique qu'en dépit de progrès importants, les inégalités des chances ont conduit des millions d'enfants à vivre dans la pauvreté, à mourir avant même d'avoir cinq ans, à ne pas être scolarisés et à souffrir de malnutrition chronique. Les disparités au sein des pays font que les enfants des foyers les plus pauvres risquent deux fois plus de mourir avant leur cinquième anniversaire que les enfants des foyers les plus riches et ont beaucoup moins de

chances d'acquiescer les niveaux minimaux de lecture que ces derniers. Si l'on reste incapable d'atteindre ces enfants laissés pour compte, cela pourra avoir des conséquences dramatiques.

INT - Rapport du HCR sur les Tendances mondiales

Les guerres, les conflits et la persécution ont généré le plus grand nombre – jamais observé dans l'histoire moderne – de personnes déracinées en quête de refuge et de sécurité, selon un nouveau rapport de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés. Le rapport fait état d'une hausse considérable du nombre de personnes forcées à fuir, avec 59,5 millions de déracinés à la fin 2014 en comparaison de 51,2 millions l'année précédente et 37,5 millions il y a une décennie. L'augmentation depuis 2013 est la plus importante jamais enregistrée en une seule année. Cette hausse majeure survient depuis début 2011 après l'éruption du conflit en Syrie qui génère désormais le plus important déplacement de populations jamais enregistré à travers le monde. En 2014, chaque jour, quelque 42 500 personnes sont devenues des réfugiés, des demandeurs d'asile ou des déplacés internes. Ce chiffre représente une augmentation par quatre en tout juste quatre ans.

Publications en anglais

EUR - European aid and development policies in a changing world

Jamais auparavant autant de changements n'ont eu lieu en même temps dans le monde à l'égard de la politique, de l'économie, de la société et de l'environnement. Quelles conséquences ont ces évolutions sur les politiques de développement et d'aide européenne? Quels en sont les nouveaux prérequis? Quels sont les défis et les nouveaux choix que les décideurs politiques doivent prendre en compte? Ces questions étaient à la base d'une série de séminaires organisés à Stockholm en 2014 par le Forum de développement suédois. Les objectifs des séminaires étaient de fournir des conseils sur l'avenir de la coopération au développement. Cette note est un résumé des résultats de ces séminaires, légèrement mise à jour avec les plus récents développements.

EUR - Communicating evaluation to non-evaluators

L'Overseas Development Institute a publié une infographie des 10 choses à savoir sur l'évaluation, en appui à l'Année internationale de l'évaluation. La publication est destinée aux personnes engagées ou intéressées dans le développement international, mais qui ne savent pas vraiment ce qu'est l'évaluation ou comment elle peut être utilisée. Un des messages importants qui est ressorti de l'exercice est que le succès et l'échec ne sont pas noir ou blanc. Il est rare qu'une intervention soit réussie à 100%. Certains aspects peuvent avoir fonctionné à une époque, dans un lieu et pour un groupe particulier, mais d'autres non.

EUR - Sida-sponsored survey shows new population patterns

Pour la première fois depuis les années 70, la Somalie a maintenant des

statistiques fiables sur la population pour aider les autorités gouvernementales à cibler les services sociaux et d'infrastructures auprès de la population. L'enquête publiée récemment montre que la population de la Somalie est très jeune et plus nombreuse qu'estimée précédemment. Elle compte 12,3 millions d'habitants suite à l'enquête effectuée entre octobre 2013 et mars 2014 et lancée officiellement en mai 2015. De plus, elle constate que près des trois quarts de la population ont moins de 30 ans, et environ 46% de la population est âgée de moins de 15 ans. Ces chiffres font ressortir encore davantage l'urgence d'investir dans les jeunes en assurant des possibilités d'éducation et d'emploi.

EUR - Financing global development: what role for official development assistance?

La Conférence des Nations Unies sur le financement du développement se tiendra à Addis-Abeba en juillet 2015 et ouvrira la voie à la mise en œuvre du programme de développement post-2015. Cette série de documents d'information analyse les moyens financiers et non financiers clés de la mise en œuvre des nouveaux objectifs de développement durable (ODD) et discute des constituants d'un nouveau cadre pour le financement du développement. Les préparatifs de la prochaine conférence montrent que le concept, la provision et le suivi de l'aide publique au développement (APD) demeurent des questions litigieuses. Des positions divergentes sont offertes sur le futur rôle de l'APD.

EUR - Mind the gap? A comparison of international and national targets for the SDG agenda

Ce rapport de l'Overseas Development Institute compare les engagements politiques existants et les cibles nationales en regard des objectifs de développement durable (ODD) correspondants afin d'évaluer l'écart entre les ambitions national et mondial. L'objectif est de tracer une ligne à partir des ambitions des politiques des ODD afin d'éclairer le processus de fixation des objectifs des Nations Unies et fournir un aperçu global qui facilite les comparaisons des ambitions entre les pays. Pour les pays à faible revenu, les plus grandes lacunes identifiées sont la pauvreté extrême, l'éducation préscolaire et secondaire, la mortalité maternelle, l'eau potable et l'assainissement, et l'accès à l'électricité. Parmi les pays à revenu intermédiaire et à revenu élevé, l'eau et l'assainissement, de même que l'énergie sont les cibles qui demanderont le plus de temps.

Initiatives institutionnelles, innovation, pratiques émergentes

QC - Lancement officiel du le Réseau francophone des évaluateurs émergents (RF-Ee)

Le Réseau francophone des évaluateurs émergents a été officiellement lancé le 26 mai 2015 à Montréal, Québec à l'occasion du 36e congrès de la Société

canadienne d'évaluation. Ce lancement a été commandité par Bill & Melinda Gates Foundation. Il comporte : 1) un réseau de professionnels de l'évaluation avec moins de trois ans d'expérience, de jeunes diplômés et d'étudiants en évaluation 2) plus de 80 membres à ce jour provenant de 15 pays francophones 3) un comité de coordination composé de six évaluateurs émergents de trois continents soutenu par une évaluatrice chevronnée 4) un plan d'action développé suite aux consultations réalisées en début 2015 auprès des évaluateurs émergents de l'espace francophone.

QC - Signature d'une convention tripartite de coopération entre le ministère de la Fonction publique guinéen, l'École nationale d'administration publique du Québec et l'ENA

L'École nationale d'administration (ENA) en France a accueilli Sékou Kourouma, Ministre guinéen de la Fonction publique, de la Réforme de l'État et de la Modernisation de l'administration et Nelson Michaud, Directeur général de l'ENAP du Québec pour la signature d'une convention de partenariat tripartite, destinée à appuyer la mise en place de l'École nationale d'administration de Guinée. L'ENAP du Québec et l'ENA sont liées par un mémorandum d'accord depuis décembre 2014, qui prévoit notamment la mise en place d'actions de formation communes pour renforcer les compétences des écoles nationales d'administration des pays de la Francophonie. Cette coopération ENAP-ENA a trouvé une première concrétisation avec la mise en place des outils nécessaires pour pouvoir travailler ensemble à l'appui de l'ENA de Guinée.

INT - L'USAID, la Banque mondiale, l'OMS, les pays et les partenaires s'entendent sur une nouvelle initiative pour évaluer l'impact des programmes de santé des pays

L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), le Groupe de la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la Santé, les pays et les partenaires se réunissaient le 9 juin 2015 au siège du Groupe de la Banque mondiale pour un sommet de haut niveau, « Measurement and Accountability for Results in Health (MA4Health) ». L'objectif était d'examiner et de promouvoir un programme commun pour l'évaluation de la situation sanitaire, au moment où le secteur du développement entre dans l'après-2015. Deux grands axes sont au cœur de la feuille de route et de l'appel à l'action en 5 points : aider les pays à atteindre leurs objectifs de développement durable liés à la santé au cours des 15 prochaines années, et harmoniser l'action des partenaires et des donateurs autour de priorités communes.

INT - Remise de prix aux pays qui ont atteint les objectifs de l'OMD

Le 7 juin 2015, la FAO a récompensé les pays suivants qui ont atteint la cible du premier Objectif du millénaire pour le développement (OMD-1): l'Angola, la Bolivie, la Chine, le Costa Rica, la République dominicaine, le Gabon, le Laos, le Mali, le Mozambique, le Myanmar, le Népal, les Îles Salomon, le Suriname et l'Ouzbékistan. L'Angola, la Chine, la République Dominicaine, le Gabon et le Myanmar sont honorés pour avoir atteint l'objectif plus ambitieux du Sommet mondial de l'alimentation de 1996. En 2014, la liste des pays ayant atteint leurs objectifs

internationaux s'est allongée, tandis que les gouvernements ont poursuivi leurs efforts de tenir leur engagement d'éradiquer la faim dans le monde. En juin, la FAO a primé la Chine et le Maroc qui ont atteint la cible relative à la réduction de la faim de l'OMD-1 et le Chili qui a atteint l'objectif plus ambitieux du Sommet mondial de l'alimentation.

INT - L'Aménagement Foncier Africain s'embellit de nouvelles expériences et bonnes pratiques

Le Directeur du Bureau Sous Régional pour l'Afrique de l'Ouest de la Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique a présidé la cérémonie de remise officielle du Rapport et des fiches pédagogiques de l'étude sur l'aménagement foncier aux Autorités de la République du Niger. Cette étude qui s'inscrit dans le cadre du projet d'appui à la mise en œuvre de la Déclaration de l'Union Africaine sur les questions foncières au niveau national a porté sur la capitalisation des bonnes expériences et pratiques au niveau de trois pays africains que sont le Burkina Faso, le Niger et la Tanzanie. L'analyse des expériences et des apports identifiés par l'étude mettent en exergue la nécessité de promouvoir un processus d'aménagement foncier garantissant à la fois une forte et pleine participation des populations, mais aussi une animation et un pilotage du processus par des structures locales inclusives et compétentes pour la conduite du processus. Elle prône aussi la démocratisation de la gouvernance locale et le renforcement des attributions et compétences des Comités villageois et communaux.

Fondateur et directeur scientifique

MOKTAR LAMARI, Ph. D., est professeur agrégé à l'École nationale d'administration publique. Il a assumé la direction du Centre de recherche et d'expertise en évaluation de 2010 à 2015. M. Lamari est également le fondateur et le directeur scientifique du BREXEAID : moktar.lamari@enap.ca

Rédactrice en chef

ANNIE D'AMOURS, M.A., MAP, est évaluatrice de programmes au Centre de recherche et d'expertise en évaluation et rédactrice en chef du BREXEAID. En 2013, elle a participé au Programme international de formation en évaluation du développement : annie.damours@enap.ca



Facebook



Site web